



# VEILLE ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT – ENERGIE – ENTREPRISES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N°12 – Décembre 2021

## Sommaire :

### ● CLIMAT-ENERGIE- ENVIRONNEMENT-LOGEMENT .....2

1. Le climat et la transformation de l'économie, priorités du nouveau gouvernement et coopération bilatérale .....2
2. Annonce d'un paquet d'urgence climatique .....2
3. Un booster de 60Mds € pour le fonds climatique .....3
4. La nouvelle coalition prend ses quartiers3
5. L'accord de coalition pourrait permettre d'économiser 170 Mt de CO2 supplémentaires .....4
6. L'Allemagne ne devrait pas respecter ses objectifs climatiques.....4
7. Mix électrique : recul des énergies renouvelables au profit du charbon.....4
8. Nucléaire - 3 des 6 dernières centrales allemandes mises à l'arrêt le 31 décembre.....5
9. L'industrie sidérurgique prête pour une offensive climatique .....5
10. Alertes sur les risques liés à aux importations d'hydrogène.....5

### ● TRANSPORTS.....6

1. Partage des compétences transports entre secrétaires d'Etat parlementaires .....6
2. Projet gouvernemental de numérisation des cours d'auto-école .....6

3. BMW atteint les 1 M de véhicules électriques vendus..... 6
4. Peu de covoiturage en Allemagne..... 7
5. Des compagnies ferroviaires, dont la DB, réclament un soutien de l'UE pour les trains de nuit..... 7
6. Lufthansa contrainte de réduire la voilure en raison du variant Omicron..... 7

### ● ENTREPRISES ET INTERNATIONAL..... 8

1. Les entreprises initient peu de changements pour stabiliser leurs chaînes d'approvisionnement..... 8
2. Robert Habeck veut ramener la production de semi-conducteurs en Allemagne en sélectionnant 32 projets dans le cadre du PIIEC microélectronique ..... 8
3. Les entreprises allemandes ressentent les effets du Brexit..... 9
4. Malgré la pandémie mondiale, le commerce de détail a atteint des ventes record en 2021..... 9
5. Pénurie de main-d'œuvre : 78 % des entreprises s'attendent à ce que les salaires augmentent en 2022..... 9
6. Les entreprises allemandes deviennent une cible principale des « hedge funds ».....10

### ● NUMERIQUE-INNOVATION..... 10

1. L'antitrust allemand ouvre la voie à un encadrement des activités de Google ..... 11
2. La foodtech Infarm devient une licorne 11
3. « Robot Valley Saxony » : la Saxe veut jouer un rôle de premier plan dans la robotique..... 11

## CLIMAT-ENERGIE- ENVIRONNEMENT- LOGEMENT

### 1. Le climat et la transformation de l'économie, priorités du nouveau gouvernement et coopération bilatérale

Lors de sa première déclaration de politique générale au Bundestag le 15 décembre, le chancelier Olaf Scholz a centré son intervention sur la lutte contre la pandémie, la transition écologique et numérique de l'économie et la justice sociale : « dernière nous 250 ans de bien-être fondé sur le charbon, le pétrole et le gaz, (...) devant nous 23 ans pour sortir des énergies fossiles ». Il fallait « créer de nouvelles sécurités par le changement et assurer la sécurité dans le changement ». Il a réaffirmé avec force l'objectif de neutralité climatique pour l'Allemagne d'ici 2045, ce qui impliquait « la plus grande transformation de notre économie depuis au moins cent ans ». La sortie du charbon interviendrait « idéalement » en 2030, sous réserve de garantir la sécurité d'approvisionnement. La majeure partie des investissements en faveur du climat devrait être réalisée par le secteur privé, mais le gouvernement veillerait à ce que « les conditions-cadres soient adaptées ». M. Scholz a évoqué notamment des allègements fiscaux pour les entreprises. Par ailleurs, la première

semaine du gouvernement a été marquée par de nombreux échanges avec la France, notamment dans le cadre de bilatérales avec les ministre Verts, en charge de l'économie et du climat et vice-chancelier, Robert Habeck, de l'environnement, Steffi Lemke, et de l'agriculture, Cem Özdemir. Quant au chancelier, à Christian Lindner (FDP), ministre des finances et vice-chancelier, et à a ministre des affaires étrangères, Annalena Baercock (Verts), ils ont fait leur première visite à l'étranger à Paris.

### 2. Annonce d'un paquet d'urgence climatique

Face à l'importance de la tâche sur le climat (cf. infra), Robert Habeck a présenté, le 11 janvier, les grands lignes d'un paquet d'urgence climatique, qui sera adopté en deux temps (Pâques, cet été), pour « faire revenir le pays dans la trajectoire climatique. » Il est désormais nécessaire de « tripler la vitesse de réduction des émissions » (de -15 Mt/an entre 2010 et 2020 à -40 Mt par an de 2022 à 2030). Parmi les principales mesures mises en avant, déjà annoncées dans le contrat de coalition : une hausse des volumes d'appels d'offre d'EnR, à travers une nouvelle réforme de la loi sur les énergies renouvelables (EEG) ; la priorité accordée à la production EnR dans « l'intérêt public supérieur » ; une nouvelle loi sur l'éolien terrestre, visant à sécuriser l'objectif 2% de la surface nationale pour l'énergie éolienne ; un paquet d'accélération solaire ; une révision de la stratégie nationale H2 ; la mise à disposition Carbon Contracts for Difference (CCfD) ; 15 M VL 100% électriques d'ici 2030.

### 3. Un booster de 60Mds € pour le fonds climatique

Le nouveau gouvernement fédéral prévoit de doter le Fonds pour l'Energie et le Climat (EKF) de 60 Mds € supplémentaires pour créer une plus grande marge de manœuvre en faveur des investissements dans la protection du climat et la numérisation. Ce montant correspond à la réallocation d'une partie « non-utilisée » du montant d'endettement net nouveau annoncé pour 2021 pour faire face à la crise. Après la suspension temporaire du frein à l'endettement en 2020, 240 Mds € d'endettement avaient été rendus possibles, mais seuls 180 Mds € avaient été utilisés en 2021. Christian Lindner (FDP), le nouveau ministre des finances, a parlé d'un « booster » afin d'assurer « la prospérité, la croissance et l'emploi à long terme ». Dans les cercles du gouvernement, on justifie également ce redéploiement par le fait que de nombreux investissements dans la protection du climat n'ont pas pu être réalisés récemment en raison de la pandémie. En outre, la nouvelle coalition souhaite transformer l'EKF en un Fonds pour le Climat et la Transformation (KTF). Le KTF regrouperait davantage de mesures de protection du climat et de transformation de l'économie. La CDU-CSU, désormais dans l'opposition, a critiqué ce redéploiement de crédits, considérant que la « dérogation dans la loi fondamentale ne valait que pour la gestion de la crise sanitaire ». Leur groupe parlementaire a annoncé son intention d'engager un recours constitutionnel contre le PLFR.

### 4. La nouvelle coalition prend ses quartiers

Les nouveaux Secrétaires d'Etat *administratifs* ont été annoncés. Au ministère de l'économie et

de la protection du climat : Patrick Graichen, ex directeur du think-tank Agora Energiewende, est en charge de la politique climatique et énergétique ; Sven Giegold de la politique européenne, économique, du développement du commerce extérieur et du Mittelstand et du contrôle des exportations d'armement ; Udo Philipp de la politique industrielle, numérique et d'innovation et des dossiers de soutien à l'économie (lié à la crise sanitaire) et du financement du Mittelstand et de la création d'entreprise ; Anja Hajduk de la coordination générale. Au ministère du numérique et des transports : Michael Güntner (transport) et Stefan Schnorr (numérique) ; Stefan Tidow (questions UE) et Bettina Hoffmann au ministère de l'environnement, de la sûreté nucléaire et de la protection des consommateurs.

Les présidents des commissions du Bundestag sont eux aussi connus. Parmi eux, Klaus Ernst (Die Linke) est en charge de la protection du climat et de l'énergie, Harald Ebner (Verts) de l'environnement, Udo Schiefner (SPD) des transports, Tabea Rössner (Verts) du numérique, Sandra Weeser (FDP) du logement et de la construction, et Michael Grosse-Brömer (CDU-CSU) de l'économie.

Si le ministère de l'économie récupère le climat (au côté du ministère des affaires étrangères sur le volet international), le ministère de l'environnement sort renforcé en matière nucléaire et sur la protection des consommateurs. Quant au ministère des transports, il voit ses compétences renforcées sur le numérique (infrastructure et politique numérique, sans les startups ni l'IA).

## 5. L'accord de coalition pourrait permettre d'économiser 170 Mt de CO2 supplémentaires

Selon l'Institut de l'économie allemande (IW), les objectifs de la nouvelle coalition pour le développement des EnR pourraient permettre d'économiser jusqu'à 172 Mt de CO2. D'ici 2030, quatre fois plus d'installations solaires sont prévues, pour un gain de 86 Mt de CO2. Sur l'énergie éolienne, la coalition prévoit de quadrupler les capacités off-shore et de doubler celles on-shore par rapport à la situation actuelle. L'énergie on-shore permettrait d'économiser 58 Mt de CO2, contre 28 Mt pour l'off-shore. Ces objectifs ambitieux sont salués par l'Institut, qui rappelle « qu'ils ne suffiront pas à rendre le pays climatiquement neutre » et que leur mise en œuvre « sera décisive ».

## 6. L'Allemagne ne devrait pas respecter ses objectifs climatiques

Alors qu'une nouvelle baisse aurait été nécessaire cette année, les émissions de CO2 allemandes devraient augmenter entre 4 et 4,5% en 2021 selon l'AG Energiebilanzen (Ageb) et Agora Energiewende (le bilan officiel des émissions ne sera publié qu'au printemps prochain). Cet échec des objectifs climatiques pour l'année écoulée est lié à la reprise économique post-covid et à la faible production d'énergies renouvelables. Selon Agora, après 2020, le secteur du bâtiment manquera à nouveau en 2021 l'objectif climatique fixé par la loi, cette fois à hauteur de 12 Mt de CO2. À cela s'ajoute un objectif manqué de peu dans le secteur des transports (1 Mt de CO2), bien que la mobilité ait encore été limitée en raison de la

crise sanitaire. Les émissions de l'industrie étaient sur la trajectoire visée, car la production était encore modérée en 2021. Parmi les réactions, Greenpeace a qualifié les chiffres croissants du CO2 de « cadeau d'adieu empoisonné de la politique climatique sans vision de la grande coalition ». Selon le ministre de l'Economie et du climat Habeck, l'Allemagne n'atteindra pas non plus ses objectifs climatiques en 2022 et 2023, le nouveau gouvernement « commençant avec un retard considérable ».

## 7. Mix électrique : recul des énergies renouvelables au profit du charbon

Selon une étude de l'Association Fédérale des Industries de l'Énergie et de l'Eau (BDEW), la part des énergies renouvelables dans le mix électrique allemand a reculé à 42,4% en 2021 contre 46% en 2020. Elle retrouve ainsi son niveau de 2019, établi à 42,5%. Deux raisons expliqueraient cette baisse significative : une année particulièrement pauvre en vent, qui n'aura toutefois pas été compensée par un ensoleillement supérieur à la moyenne, et une demande en électricité en augmentation après une année 2020 marquée par l'arrêt partiel de certains secteurs de l'économie. L'objectif affiché par la nouvelle coalition, visant à atteindre 80% d'énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2030, a fortiori dans un contexte de forte augmentation de la demande, « va nous demander une bonne dose d'effort », euphémise Kerstin Andreae, présidente du BDEW. En parallèle, le charbon a vu sa part augmenter de 22,5% sur une année, atteignant 31,9% du mix électrique au troisième semestre. La sortie du charbon est avancée « idéalement » à 2030, selon le contrat de coalition (2038 au plus tard actuellement).

## 8. Nucléaire - 3 des 6 dernières centrales allemandes mises à l'arrêt le 31 décembre

Le 31 décembre 2021, trois centrales nucléaires allemandes ont été mises à l'arrêt définitivement. Ainsi, les centrales de Brokdorf (Schleswig-Holstein), Grohnde (Basse-Saxe) et Gundremmingen (Bavière) quittent la liste des rares centrales nucléaires en activité, désormais au nombre de trois. La centrale de Brokdorf était dotée d'une dimension toute particulière dans l'esprit des Allemands : depuis 1986, le 6 de chaque mois, un groupe d'activistes se réunissait devant le réacteur pour demander son arrêt immédiat. Sa construction en février 1981 est aussi dans les mémoires, une manifestation protestataire y ayant mobilisé plus de 100 000 personnes. L'abandon progressif du nucléaire, décidé sur le long terme en 2002, a vu son rythme largement accéléré après la catastrophe de Fukushima en 2011. L'arrêt des centrales de Brokdorf, Grohnde et Gundremmingen coûtera 4,2 GW à la production électrique allemande, tandis que le nucléaire représentait encore 14,2% du mix électrique allemand en 2021. Les trois dernières centrales seront arrêtées un an plus tard, le 31 décembre 2022.

## 9. L'industrie sidérurgique prête pour une offensive climatique

La fédération professionnelle appelle le nouveau gouvernement, au cours de ses 100 premiers jours, à mettre l'accent sur la transformation de l'industrie sidérurgique, le soutien aux investissements et le développement de l'hydrogène vert. Dans le secteur de l'acier, le leader du marché ThyssenKrupp souhaite réduire de 30% ses émissions d'ici 2030, puis atteindre la neutralité climatique complète d'ici

2045. Pour l'ensemble de l'industrie sidérurgique, qui représente 7% des émissions de CO2 allemandes, les coûts d'investissement sont estimés à 30 Mds€. Ces besoins d'investissements sont d'autant plus importants que les coûts d'exploitation augmentent sensiblement : l'acier « propre » coûterait, rien qu'entre 2026 et 2030, environ 6 Mds€ de plus que ce qui était produit jusqu'à présent.

## 10. Alertes sur les risques liés à aux importations d'hydrogène

Avec son plan d'action pour les années 2021 à 2025, le Conseil national de l'hydrogène a formulé dès l'été des recommandations à la future coalition gouvernementale. Nombre d'entre elles concernent l'importation d'hydrogène (H2) : le gouvernement fédéral doit notamment « fixer des objectifs de production et d'importation d'hydrogène », mettre rapidement en place la plateforme commerciale d'importation « H2 Global » et la développer en une « société européenne de l'hydrogène ». Mais selon le consortium de recherche Ariadne, l'Allemagne n'est pas encore suffisamment équipée pour relever le défi de canaliser de manière fiable un hydrogène respectueux du climat. Plusieurs risques sont identifiés : le nombre limité de pays exportateurs, l'éventuelle instabilité politique de ces pays, les conflits le long des routes de transit, les risques de défaillance technique des infrastructures de production et de transport et les dommages causés par les catastrophes naturelles. Pour y faire face, les chercheurs proposent de : (i) Limiter les besoins d'importation via l'augmentation de la production d'H2 vert et les importations d'autres énergies neutres (ii) Assurer les importations via la création d'une demande fiable qui doit soutenir la montée en

puissance du marché national et international (iii) Garantir la durabilité des importations via la mise en place progressive de normes d'émission et des procédures de certification pour l'hydrogène vert et bleu (iv) Réduire la vulnérabilité en cas de pénurie d'importations via le développement de capacités de stockage et la possibilité de poursuivre la production de H2 avec du gaz naturel en cas d'urgence.

## TRANSPORTS

### 1. Partage des compétences transports entre secrétaires d'Etat parlementaires

Le ministère du numérique et des transports (BMDV) a arrêté début janvier les compétences de ses différents secrétaires d'Etat parlementaires pour le volet transports. Daniela Kluckert (FDP) reprend ainsi les sujets d'infrastructure numérique, de société numérique, d'électromobilité, de mobilité 4.0 et de transport maritime. Oliver Luksic (FDP) sera en charge de l'accélération de la planification, de la logistique, des routes fédérales, du trafic routier, du trafic cycliste, des piétons, de l'aviation ainsi que des voies navigables. Michael Thuerer (FDP) aura dans son portefeuille le rail, l'environnement et l'Europe.

### 2. Projet gouvernemental de numérisation des cours d'auto-école

Le ministère fédéral du numérique et des transports (BMDV) et le ministère de l'Intérieur (BMI) ont annoncé début janvier qu'ils travaillaient sur une modification de l'ordonnance sur le permis de conduire, qui,

selon le ministre du numérique et des transports, V. Wissing (FDP), doit davantage miser sur « les chances offertes par la numérisation » lors de la formation, en proposant plus de cours en ligne et en prenant mieux en compte les assistants électroniques à la conduite. L'association allemande des auto-écoles innovantes (VIFD) a critiqué le concept proposé, car dans sa formulation actuelle, il conserverait le régime général d'interdiction de l'enseignement numérique, tempéré seulement « dans des cas exceptionnels justifiés ». Le texte est désormais dans les mains du Bundesrat qui doit l'approuver.

### 3. BMW atteint les 1 M de véhicules électriques vendus

BMW a annoncé avoir franchi, début décembre, le cap des 1 M de véhicules électriques (100 % électriques et hybrides rechargeables) vendus. Actif très tôt sur ce segment, avec la commercialisation dès 2013 du modèle i3 pur électrique ou hybride rechargeable, le groupe souhaite augmenter considérablement ses ventes de véhicules électriques. Sur les onze premiers mois de l'année 2021, BMW a largement augmenté ses ventes de véhicules électriques par rapport à la même période de l'année précédente et compte sur un doublement des ventes en année pleine. Néanmoins, le groupe reconnaît un tassement en fin d'année, notamment au mois de novembre, en raison de la pénurie mondiale de semi-conducteurs. Le constructeur serait, en 2021, repassé à la première position mondiale dans le segment des véhicules électriques haut de gamme, devant Mercedes-Benz. BMW a toutefois admis que les hybrides rechargeables représentaient encore 70 % des ventes de voitures électriques contre environ 30 % de véhicules 100 % électriques. L'entreprise s'est désormais fixée un objectif de 2 M de véhicules 100 % électriques vendus d'ici 2025.

#### 4. Peu de covoiturage en Allemagne

La pratique du covoiturage reste une exception en Allemagne selon une étude de l'Office fédéral de l'environnement. Les voitures circulent avec en moyenne 1,5 personne à leur bord et pour les trajets domicile-travail, ce chiffre tombe même à 1,1 personne. Pourtant, 38% des personnes se déplaçant en zone urbaine interrogées se disent prêtes à faire du covoiturage ; ce pourcentage monte à 50% pour les personnes vivants en zone rurale. La disposition des Allemands à pratiquer le covoiturage serait ainsi paradoxalement plus grande que pour les Américains. Mais ces derniers peuvent profiter de 5 000 km de lignes de circulation dédiées à la pratique du covoiturage, ce qui n'existe pas en Allemagne en l'absence notamment de base juridique pour le permettre, puisque le code de la route allemande ne prévoit que des voies de bus, avec d'éventuelles dispositions spéciales pour les taxis, les vélos ou les voitures électriques. Le précédent ministre fédéral des transports, A. SCHEUER (CSU), avait vainement tenté de réviser le code de la route pour intégrer sur ces voies réservées les véhicules en covoiturage ; il s'était heurté à un refus des opérateurs de transport public. L'Association des entreprises de transport allemandes (VDV) s'était certes montrée ouverte à des voies séparées pour le covoiturage, "mais pas sur les voies de bus". Les expérimentations menées jusqu'à présent en Allemagne n'ont pas été concluantes et les administrations locales se montrent dubitatives, à l'instar du Sénat berlinois. Le Verkehrsclub Deutschland parle d'occasion manquée alors que « le plus grand potentiel réside dans les trajets pendulaires ».

#### 5. Des compagnies ferroviaires, dont la DB, réclament un soutien de l'UE pour les trains de nuit

Plusieurs grands groupes ferroviaires nationaux de l'UE, parmi lesquels la Deutsche Bahn, ont réclamé début janvier un soutien de l'UE pour la mise en place d'un réseau de trains de nuit en Europe. Dans des lettres adressées à la Commission européenne, ceux-ci indiquent que les trains de nuit « ont atteint leurs limites en tant que modèle commercialement viable », rendant ainsi « nécessaire un soutien politique pour développer les trains de nuit dans des proportions nouvelles ». Les groupes ferroviaires demandent par exemple une réduction des sillons ferroviaires et de la TVA sur les billets, pour compenser le désavantage en termes de prix du transport ferroviaire par rapport aux autres modes de transports. Cette demande intervient alors que des partenariats entre ces groupes ferroviaires doivent permettre de développer considérablement le réseau de trains de nuit, en proposant par exemple des liaisons entre Berlin et Paris d'ici décembre 2023. Pour la DB, une exploitation en propre de trains de nuit n'est toujours pas à l'ordre du jour, a déclaré un porte-parole du groupe, alors que la DB délègue à la compagnie ferroviaire autrichienne ÖBB les de trains de nuit sur le territoire allemand.

#### 6. Lufthansa contrainte de réduire la voilure en raison du variant Omicron

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a annoncé fin décembre qu'elle était contrainte d'annuler 33 000 vols de mi-janvier à février 2022 en raison d'une forte baisse des réservations constatée, soit 10 % de la programmation de vols en hiver. En décembre déjà, la compagnie a dû annuler un certain nombre de vols en raison de « l'augmentation du taux de maladie » de ses pilotes : les lignes vers Boston, Houston ou encore Washington ont particulièrement été affectées entre le 23 et le 26 décembre.

## ENTREPRISES ET INTERNATIONAL

### 1. Les entreprises initient peu de changements pour stabiliser leurs chaînes d'approvisionnement

Selon le cabinet de conseil McKinsey, de nombreuses entreprises n'ont pas réussi à rendre leurs chaînes d'approvisionnement plus résilientes aux perturbations engendrées par la crise sanitaire. McKinsey a interrogé plus de 70 responsables de la chaîne d'approvisionnement de grandes entreprises du monde entier, fin 2020 et fin 2021. Alors qu'en 2020, 40% des répondants souhaitaient s'orienter vers la régionalisation et l'expansion de leur base de fournisseurs, seulement 15% ont finalement mis cela en pratique. Au lieu de cela, 42% ont augmenté leurs stocks. Cependant, 80 % ont investi dans les technologies de la chaîne d'approvisionnement numérique : la surveillance et l'analyse en temps réel basées sur l'intelligence artificielle sont aujourd'hui utilisées bien plus fréquemment qu'au début de la pandémie.

Le secteur de la santé apparaît comme un pionnier dans la régionalisation de la chaîne d'approvisionnement. En effet, 60% des répondants issus de cette industrie ont effectivement concentré l'approvisionnement, la production et les ventes au sein d'une région, comme l'Europe ou l'Amérique du Nord. Cela a également été annoncé par 33% des entreprises des secteurs de l'automobile, de l'aérospatial et de la défense en 2020, mais seules 22% d'entre elles l'ont mis en œuvre. Les industries de la

chimie et des matières premières ont celles qui ont initié le moins de changements, la régionalisation et la numérisation demeurant aujourd'hui les facteurs clés pour des chaînes d'approvisionnement plus stables.

### 2. Robert Habeck veut ramener la production de semi-conducteurs en Allemagne en sélectionnant 32 projets dans le cadre du PIIEC microélectronique

Depuis des mois, l'économie allemande souffre d'un manque de puces. Aligné avec l'objectif de l'initiative européenne « European Chips Act » qui sera présenté au premier semestre 2022 par l'UE, le ministre fédéral de l'Économie Robert Habeck souhaite désormais en attirer la production en Europe, en instaurant un programme de financement ambitieux. Les premières priorités de la politique industrielle définie par le Ministère de l'Économie sont alors de réduire la dépendance vis-à-vis de l'Asie lors de l'achat de semi-conducteurs en transférant la production de ces composants en Allemagne. Pour ce faire, 32 projets d'un volume d'investissement de plus de 10 Mds€ ont été sélectionnés et soumis à la Commission européenne. « Les goulets d'étranglement de l'offre mondiale montrent que l'Allemagne et l'Europe n'ont pas de temps à perdre », a déclaré Habeck. « Nous devons travailler ensemble pour répondre à nos propres besoins en microélectronique et ramener la production en Allemagne et en Europe. » Outre l'Allemagne, 19 autres pays de l'UE avec environ 90 entreprises seraient impliqués dans ce PIIEC, avec des projets allant de la fabrication de matériaux à la conception de puces et à la production de semi-conducteurs, en passant par l'intégration dans

des composants et des systèmes. En Allemagne, la région de Dresde connue sous le nom de « Silicon Saxe » pourrait être la principale bénéficiaire de ce plan.

### 3. Les entreprises allemandes ressentent les effets du Brexit

Selon une enquête menée par l'Association des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHK) auprès de 3200 entreprises dans le monde, 43% des entreprises allemandes au Royaume-Uni signalent la présence d'obstacles au commerce ainsi qu'une préférence pour les concurrents nationaux. De plus, 55 % se plaignent d'un manque de main d'œuvre qualifiée.

La crise du coronavirus a également causé des problèmes dans les chaînes d'approvisionnement, comme le rapportent 85% des entreprises allemandes opérant au Royaume-Uni. À titre de comparaison, en moyenne au niveau mondial, 54 % des entreprises ont été touchées par des problèmes de chaîne d'approvisionnement. Les entreprises allemandes au Royaume-Uni avancent comme causes un manque de biens (37%) et une insécurité juridique accrue (25%). En fin d'année 2021, le variant Omikron pèse également de plus en plus sur les performances économiques du pays, notamment au regard des pénuries de personnel dans le secteur du trafic ferroviaire et chez les pompiers (employés malades ou devant s'isoler).

### 4. Malgré la pandémie mondiale, le commerce de détail a atteint des ventes record en 2021

Le commerce de détail a dû accepter des pertes en raison du durcissement des règles Corona

(règle « 2G » - vaccinés ou rétablis - dans les magasins hors premières nécessités) et des problèmes de livraison (à la veille de Noël, 82% des détaillants se sont plaints de ne pas pouvoir offrir tous les produits). Cependant, notamment grâce au commerce en ligne, les détaillants allemands ont réalisé des ventes record en 2021 avec une augmentation de leur chiffre d'affaires de 3,1% par rapport à 2020, déjà record. Toutefois, cet essor n'est pas homogène : par exemple, le commerce de détail de textiles, d'habillement, et de chaussures a continué de subir des pertes de ventes au cours de la deuxième année de la crise sanitaire.

Cette résilience des détaillants s'explique notamment par l'adoption de nouveaux modèles d'affaires. Par exemple, l'entreprise Ceconomy (3ème plus grand détaillant en ligne en Allemagne) fait face aux problèmes d'approvisionnement en misant sur des investissements dans des magasins physiques (35 nouveaux « magasins phares » prévus en Allemagne). Zalando a opté pour le développement d'une place de marché (plateforme pour les détaillants physiques qui recherchent de nouveaux canaux de vente en échange de commissions) et la prise en compte plus soutenue de la durabilité dans le choix de ses partenaires (normes écologiques et sociales plus strictes). Enfin, AboutYou se concentre sur deux tendances : l'élargissement de la gamme de ses propres marques, et le regroupement de son expertise technologique au sein de sa filiale Scayle.

### 5. Pénurie de main-d'œuvre : 78 % des entreprises s'attendent à ce que les salaires augmentent en 2022

En 2022, le salaire minimum passera de 9,60€ à 9,82€ et à 12€ au cours de l'année pour tous les bas revenus, selon les annonces de la nouvelle coalition. La loi correspondante doit être publiée début 2022 et provoque déjà des réactions chez les employeurs, qui menacent, entre autres, de poursuites judiciaires. En effet, une augmentation du salaire minimum à 12€ affecterait 44% des entreprises en Allemagne. C'est le résultat d'une enquête menée par l'Institut Ifo de recherche économique auprès de plus de 600 responsables RH de l'économie allemande. Les entreprises ont également été interrogées sur la proportion de leur main-d'œuvre qui serait touchée : en moyenne, les salaires augmenteraient pour 23,5% des employés avec des disparités selon les secteurs (32,8% pour les fournisseurs de services mais seulement 13% dans le secteur de l'industrie). Les responsables interrogés s'attendent également à de fortes augmentations salariales sur l'ensemble des effectifs (78% supposent qu'ils iront encore plus loin au cours de l'année). Enfin, ces augmentations de salaire sont probablement aussi dues à la pénurie de travailleurs qualifiés. En effet, 80% des répondants seront à la recherche de travailleurs qualifiés en 2022, ce manque entravant déjà pour 43% d'entre eux leur activité.

## 6. Les entreprises allemandes deviennent une cible principale des « hedge funds »

Les entreprises européennes et surtout allemandes sont de plus en plus ciblées par des investisseurs dits activistes, notamment par rapport aux entreprises présentes aux Etats-Unis qui subissent moins d'offensives de la part de ces fonds. Chaque année, le cabinet de conseil Alvarez & Marsal publie une étude dans laquelle

1 600 sociétés cotées en Europe sont analysées au regard de l'influence de leurs investisseurs. En 2021, l'analyse montre que les entreprises allemandes deviennent une cible majeure pour les investisseurs activistes. De plus, la direction de l'investissement change : dès lors, les investisseurs accordent de plus en plus d'importance aux améliorations initiées sur les sujets ESG (Environment Social Governance), telles que la durabilité et la protection de l'environnement. Alvarez & Marsal classe actuellement 58 entreprises européennes comme directement exposées aux attaques des investisseurs, dont 10 allemandes. L'accent est alors principalement mis sur l'industrie touchée par la restructuration verte ainsi que sur les secteurs de la santé et de la technologie. Les investisseurs activistes s'immiscent dans les stratégies des entreprises et formulent des exigences. Leur objectif est d'obtenir de meilleurs rendements en protégeant davantage l'environnement. La direction du groupe énergétique RWE a reçu en décembre une nouvelle lettre d'Enkraft Capital : l'investisseur voit dans les activités liées au charbon de l'entreprise un risque commercial élevé pour l'ensemble du groupe et exige une séparation rapide de l'unité lignite. Depuis 2018, le nombre de campagnes axées sur l'environnement et le social a été multiplié par 2,5. La tendance s'observe depuis longtemps aux États-Unis et se propage désormais en Europe, avec une pression publique marquée, exercée sur les entreprises industrielles pour qu'elles se transforment en entreprises vertes.

 NUMERIQUE-  
INNOVATION

## 1. L'antitrust allemand ouvre la voie à un encadrement des activités de Google

L'Office fédéral des cartels a mis en place des restrictions concernant les activités du géant américain Google en Allemagne, en application d'une loi récente renforçant ses pouvoirs face aux poids lourds du net. Suite à l'enquête menée contre Google et sa maison mère Alphabet, l'Office fédéral a affirmé que son « importance significative sur les marchés » appelait des « mesures contre des pratiques anticoncurrentielles spécifiques de Google ». Google détient plus de 80 % des parts du marché des services de recherche générale en Allemagne, où il est le principal fournisseur de publicité. La décision visant Google est la première rendue par l'antitrust allemand. La loi visée ci-dessus lui permet notamment de prendre des mesures immédiates pour empêcher des pratiques telles que « l'auto-référencement des services du groupe » sur ses plateformes, ou « le fait d'empêcher des entreprises tierces d'entrer sur un marché ». Avec cette loi, l'Allemagne fait figure de pionnière dans la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles des géants du numérique en Europe.

## 2. La foodtech Infarm devient une licorne

L'entreprise berlinoise Infarm, qui cultive des plantes aromatiques dans les supermarchés, est devenue la première start-up allemande de l'alimentation à dépasser une valorisation d'1 Md\$, suite à un nouveau tour de table de 177 M€ annoncé le 16 décembre. Le modèle économique de la startup est de cultiver des herbes et des légumes de manière efficace,

écologique et aussi proche que possible du point de distribution. « Plus de la moitié des plus grands détaillants du monde font déjà partie de nos clients », a ainsi déclaré Erez Galonska, PDG d'Infarm. L'entreprise compte parmi ses clients Métro, Edeka, Kaufland et Aldi Süd – certains clients peuvent voir du romarin ou du basilic pousser sur l'étagère. Cependant, une grande partie de la production a lieu dans de grandes serres. La foodtech tend à attirer de plus en plus d'investisseurs en Allemagne, avec par exemple la création récente d'un fonds spécialisé de 100 M€ ou la levée de 50 M€ par l'ancien patron du groupe Metro, Olaf Koch, via sa société Zintinus.

## 3. « Robot Valley Saxony » : la Saxe veut jouer un rôle de premier plan dans la robotique

La Saxe veut s'inspirer du modèle de la ville d'Odense au Danemark pour développer un écosystème de robots collaboratifs. La ville danoise accueille en effet un écosystème unique d'universités, de startups et entreprises traditionnelles, soutenu par des financements municipaux importants, ayant rendu possible l'émergence du leader mondial du marché des robots collaboratifs (Universal Robots) et de plus de 100 entreprises spécialisées en robotique. Le chef de l'agence de développement économique de Saxe, T. Horn, assure que « la Saxe peut devenir un site de premier plan en Europe », au regard des plus de 330 entreprises et instituts et 35 000 employés qui sont actifs dans la robotique et l'automatisation. Selon T. Horn, l'industrie est en train de se repositionner dans ce domaine, les évolutions technologiques (5G, capteurs) ayant considérablement augmenté les applications potentielles de la robotique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Responsable de la publication : Claire THIRRIOT-KWANT

Rédacteurs : Fabien BAUDELET, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Emilie  
MANCEAU-DARRIVÈRE, Esther GOREICHY, Antoine  
REBAUDIERES, Gabriel ROUX, Alexandra CHAMBERT

Pour s'abonner :

[berlin@dgtresor.gouv.fr](mailto:berlin@dgtresor.gouv.fr)

Pour se désinscrire :

[berlin@dgtresor.gouv.fr](mailto:berlin@dgtresor.gouv.fr)

Crédits photo :

©elxeneize